Lutte contre la corruption et développement des communautés, Indonésie

Researchers:

Ben Olken

Sector(s): Économie Politique Gouvernance

Location: East Java and Central Java provinces, Indonesia

Sample: 608 villages

Target group: Rural population

Outcome of interest: Transparency and accountability Corruption and Leakages

Intervention type: Audits Community monitoring Community-driven development

Données: Download from Dataverse

Research Papers: Monitoring Corruption: Evidence from a Field Experiment in Indonesia, Corruption Perceptions vs. Corruption Reality

Partner organization(s): UK International Development, World Bank

Policy issue

La corruption est une plaie dont souffrent de nombreux pays en développement, pays les plus touchés par la pauvreté, et la lutte contre ce phénomène reste une tâche difficile. La corruption équivaut à un impôt et vient augmenter le coût des services publics et des transactions commerciales. On considère souvent qu'en combinant habilement surveillance et sanction, il est possible de contrôler la corruption, mais souvent les personnes responsables de la surveillance et des sanctions sont elles-mêmes corruptibles. Ce sont les membres des communautés locales qui ont le plus à gagner de la mise en place de programmes efficaces de lutte contre la corruption: on pense donc que leur niveau de motivation pour des activités de surveillance est plus important que celui des bureaucrates. Cependant, nous ne disposons que de peu d'éléments empiriques permettant de vérifier l'efficacité de telles stratégies.

Context of the evaluation

En Indonésie, il existe un programme du gouvernement, soutenu par un prêt de la Banque Mondiale (le Programme de Développement Kacamatan - KDP) qui finance chaque année des projets dans environ 15.000 villages. Chaque village reçoit 8.000 dollars en moyenne, utilisé le plus souvent pour goudronner des pistes existantes. Cette somme importante encourage l'inflation des prix, les "accords" avec les fournisseurs, les dessous de table payés aux chefs de villages et la manipulation des rémunérations.

Le programme KDP intègre deux mécanismes de contrôle de la corruption. Premièrement, les fonds sont versés en trois fois aux équipes de mise en œuvre dans les villages. Pour recevoir le second et le troisième versements, les équipes doivent établir des rapports qui sont présentés à l'occasion de réunions publiques au cours desquelles elles rendent compte de la manière dont l'argent a été dépensé. Par ailleurs, chaque projet a environ 4 % de chances d'être audité par le gouvernement.



Road under construction in Indonesia.

Photo credit: Ben Olken, J-PAL/IPA

Details of the intervention

This study randomly assigned combinations of two anti-corruption strategies across 608 villages:

1. *Community participation*: Invitations to accountability meetings were extended to non-elite villagers and were distributed either by neighborhood heads or through schools. In half of these villages, community members also received anonymous comment forms, which were collected and summarized at the accountability meetings.
2. *Audits*: The probability of central government audits was increased from 4 percent to 100 percent.

Experimental Treatments by Group

Group	Audit probability	Accountability meetings	Invitations	Comment cards	Number of villages
Audit	100%	Yes	No	No	93
Participation I	4%	Yes	Yes	No	105

Group	Audit probability	Accountability meetings	Invitations	Comment cards	Number of villages
Participation II	4%	Yes	Yes	Yes	106
Audit & Participation I	100%	Yes	Yes	No	94
Audit & Participation II	100%	Yes	Yes	Yes	96
Comparison	4%	Yes	No	No	114

Olken trained teams of engineers to estimate the actual cost of building a road. The engineering teams took core samples from the roads built in project villages and even built their own model roads to calibrate their measurement technique.

Corruption was measured by comparing the researcher's estimate of what the project actually cost (determined by the quantity of materials used, estimates of material prices, and wages paid on the project) to what the village reported it spent on the project on an item-by-item basis.

There were two types of missing expenditures: *missing materials costs*, when fewer supplies were used in the road than reported in the budget or when their prices were inflated, and *missing labor costs*, when local officials did not pay village laborers as much as was stated on the project budget.

Results and policy lessons

Les résultats montrent que le fait d'augmenter la probabilité d'un audit externe réduit substantiellement la disparition de fonds dans le cadre des projets. En faisant passer la probabilité pour le village d'être audité par le gouvernement de 4 % à 100 %, les dépenses non justifiées sont passées de 27,7 % à 19,2 %. L'une des raisons pour lesquelles la diminution n'a pas été plus importante est qu'une probabilité de100 % d'être audité ne signifie pas forcément pour les chefs de village, que les actes de corruption seront toujours détectés et que des sanctions seront réellement mises en œuvre. En fait, bien que les personnes chargées de réaliser les audits aient détecté des irrégularités dans 90 % des villages visités, la grande majorité de ces irrégularités étaient de nature procédurale et il n'y a eu que très peu de cas, voire aucun cas, pour lesquels les auditeurs ont mis à jour suffisamment de preuves pour être en mesure d'entamer des poursuites.

Les invitations aux réunions ont permis d'augmenter de près de 40 % le nombre de personnes y participant; ce résultat est supérieur à celui obtenu lorsqu'on a inclus un formulaire de commentaire car un grand nombre de villageois ont utilisé le formulaire comme substitut à leur présence. En revanche, le fait d'inviter les gens à participer à une réunion n'a pratiquement eu aucun effet sur la corruption et les formulaires de commentaires n'ont eu d'effets que lorsqu'ils ont été distribués par l'intermédiaire des écoles, en court-circuitant les officiels locaux. Cette étude met en évidence le fait que la participation des communautés, que beaucoup considèrent comme la panacée des programmes de développement, n'a souvent que peu d'impact sur les niveaux de corruption et que pour que cette participation soit efficace pour réduire la corruption, il convient surtout de veiller à empêcher la domination par les élites locales.

Olken, Benjamin A. 2007. "Monitoring Corruption: Evidence from a Field Experiment in Indonesia." Journal of Political Economy 115(2): 200-48. Olken, Benjamin A. 2009. "Corruption Perceptions vs. Corruption Reality." Journal of Public Economics 93: 950-64.